



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 GRENOBLE

GRENOBLE, le 17/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PERRIN SA

rte de Lyon
38510 Morestel

Références : 20230517-Is067SS
Code AIOT : 0006100798

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement PERRIN SA implanté PALENGE 38510 Arandon-Passins. L'inspection a été annoncée le 05/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PERRIN SA
- PALENGE 38510 Arandon-Passins
- Code AIOT : 0006100798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les carrières de Palenge 1 et Palenge 2 ont été autorisées respectivement par les arrêtés préfectoraux n°2007-00614 du 25 janvier 2007 et DDPP-IC-2017-04-11 du 14 avril 2017. Elles sont

exploitées concomitamment par la société Perrin. Le volume maximal autorisé pour l'ensemble des 2 sites est de 656 000 t/an.

Les matériaux extraits sont traités dans les installations situées à proximité. Ces matériaux sont utilisés dans l'usine de préfabrication de la société PERRIN et sont commercialisés sur site pour les acteurs locaux du BTP.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions dans l'air, surveillance des eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 à 19.8	/	Sans objet	Prochaine campagne

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	clôture	Arrêté Préfectoral du 25/01/2007, article 1.10.5	/	Sans objet
2	consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 25/01/2007, article 2	/	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/01/2007, article 7.7	/	Sans objet
5	garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/01/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une analyse des points de mesures des retombées de poussières doit être engagée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2007, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes. Une clôture solide et efficace entretenue pendant la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.
Constats : Le périmètre de la zone d'exploitation est protégé par des merlons végétalisés. Des pancartes sont disposées en différents points pour signaler le danger.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2007, article 7.3
Thème(s) : Autre, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est limitée en profondeur à la cote minimale de 221 mNGF et à 1 mètre au-dessus des plus hautes eaux décennales dont le niveau sera contrôlé par piézomètres. 2 piézomètres devront être implantés à l'aval et à l'amont hydrogéologique de la carrière(...) Un troisième piézomètre sera implanté à l'extrémité Nord du carreau. Il sera effectué une analyse annuelle sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, MES, COT, HcT. Le niveau piézométrique sera mesuré tous les 3 mois.
Constats : La cote fond de fouille minimale relevée sur le plan d'exploitation est de 221 mNF. Le niveau de la nappe sous-jacente est suivi par un réseau de 5 piézomètres. 2 piézomètres supplémentaires ont été implantés dans le cadre du projet d'extension (Palenge 3) en cours d'instruction. Les niveaux sont relevés tous les mois. Les niveaux observés sur le fichier de suivi permettent de constater que l'extraction se situe bien à au moins 1 mètre au-dessus du niveau d'eau observé depuis le début des relevés. Des analyses qualitatives semestrielles sont réalisées. Les analyses de 2022 ont été examinées. Elles ne font pas apparaître d'anomalies pour les paramètres suivis.
Observations : L'inspection des installations classées informe l'exploitant de son obligation de déclarer sur la banque du sous-sol (site : https://duplos.brgm.fr) les piézomètres et autres ouvrages de prélèvement de l'eau d'une profondeur supérieure à 10m . La coordonnée en z (altitude) du piézomètre PZ1bis (bascule) est notée à 196 mNGF sur le fichier de suivi. Cette valeur paraissant erronée, une correction est à faire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5 à 19.8
Thème(s) : Risques chroniques, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AP du 25/01/2007 : Pour les carrières de roches massives dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes, un réseau approprié de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Les appareils de mesures sont au nombre de 3 et installés en limite du périmètre autorisé. AM du 22/09/1994 : L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières.
Constats : La prescription issue de l'arrêté préfectoral de 2007 n'est plus adaptée dans la mesure où l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 a été modifié afin de prescrire à l'ensemble des carrières produisant plus de 150 000 t/an un plan de surveillance des retombées de poussières. L'exploitant a mis en œuvre un plan suivant les prescriptions de cet arrêté ministériel. Il est mutualisé pour les carrières de Palenge 1, Palenge 2, Cotte Ferré et les installations de traitement des matériaux de Palenge. Le nombre de points de suivi est de 5 Les relevés sont réalisés semestriellement. Les valeurs observées en moyenne annuelle glissante sont au-dessous de la valeur limite de 500 mg/m2/jour. L'inspection constate que lors des 2 dernières campagnes (2022) les vents dominants sont orientés nord-Sud alors que les points de mesures sont plutôt disposés en direction de l'Est, à proximité des zones habitées. L'inspection demande à l'exploitant de faire analyser la position des points par la société SGS (prestataire effectuant les relevés) comme indiqué dans le rapport établi par celle-ci (<i>« Il convient qu'SGS est toutefois une vision critique sur l'implantation des collecteurs aux points d'échantillonnage, hauteur, dégagement... »</i>)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/01/2007, article 7.7
Thème(s) : Autre, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan d'exploitation est à jour au 6 janvier 2023. Il est complété par un plan de phasage se superposant aux travaux d'exploitation en cours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2021, article 2
Thème(s) : Autre, PPC
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour la période 2020-2024 est de 346850€.
Constats : L'exploitant confirme que l'acte de cautionnement a été établi. Il n'a pas été adressé à l'inspection des installations classées pour la période 2020-2024.
Observations : L'acte de cautionnement sera adressé à l'inspection des installations classées
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet